



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article301>

Affaire Woerth-Bettencourt : Sous la surface

- Communiqués-Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : mardi 20 juillet 2010

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

L'affaire Woerth-Bettencourt n'est pas qu'une banale histoire de conflits d'intérêts privés et publics. Elle révèle en fait la nature du système politique dans lequel nous vivons et qui nous étouffe de plus en plus.

Tous les principes qui doivent fonder la morale républicaine sont aujourd'hui considérés comme archaïques, voire ridicules. Le cumul des fonctions de trésorier d'un parti et de ministre du budget n'étonne que du bout des lèvres ; après tout, Nicolas Sarkozy ne fut-il pas lui-même ministre de l'Intérieur et président de l'UMP ? Le ministre du budget Eric Woerth était censé contrôler les pratiques d'une entreprise qui employait son épouse. Personne ne sembla s'en étonner jusqu'à ce qu'un conflit interne à la famille Bettencourt ne fasse surgir la question. Qu'aucun acte délictueux ne soit prouvé ne retire rien à ce que la situation de M. Woerth révèle de la dégradation des mœurs publiques. Un phénomène dont la présidence de François Mitterrand, marqué par les « affaires » et les coups-bas, avait donné un avant-goût. Le jeu politique est tel que les parlementaires UMP, quasi enthousiastes, applaudissent l'acteur principal de cette affaire alors même que la justice est saisie tandis que les élus socialistes manifestent un certain malaise laissant la presse porter l'essentiel des attaques.

Le procureur de Nanterre, sous les ordres de la ministre de la justice Michèle Alliot-Marie, se garde bien de nommer un juge d'instruction. En effet, l'indépendance de la justice est aujourd'hui souvent plus un discours qu'une réalité. Au point que le Président de la République annonce par avance à la télévision les jugements de procès en cours, comme l'a illustré l'affaire Clearstream.

Car tout est là. Un Président « garant des institutions », mais qui les bafoue. Une majorité parlementaire aux ordres. Une opposition inexistante ou perdue dans des recompositions éloignées des réalités sociales. Une télévision publique qui sert de relais à un Président juge et arbitre. En bref, un pouvoir centralisé et sans contrôle, des citoyens spectateurs de leur propre destin, une démocratie sans citoyens, une République qui n'existe que pour les discours, une République humiliée à la merci d'une extrême-droite revancharde.

Mais qui s'en soucie encore ?